

## Derrière le leurre des CP à 12, une école publique décomposée

Vitrine du nouveau ministre Blanquer, le dédoublement des CP en Éducation Prioritaire est avant tout une nouvelle étape dans la décomposition du service public d'Éducation.

L'argument de la baisse des effectifs n'en est pas un : sans aucune création de poste, il n'y a là qu'une répartition différente des élèves, favorable aux CP, au détriment de tous les autres, y compris au sein de l'Éducation Prioritaire.

Derrière ce tour de passe-passe, il y a surtout une violente avancée de l'école du libéralisme : la concurrence s'installe jusqu'entre les classes d'une même école, le « new management » se voit ouvrir plus d'opportunités qu'il ne lui en fallait avec cette obligation de résultat liée aux « moyens » donnés aux enseignant-es de CP, obligation que la hiérarchie se chargera de sanctionner, le renvoi des élèves des milieux populaires au minima des fondamentaux (avec une scolarité ramenée essentiellement aux deux années de CP et CE1)...

A côté de ce coin enfoncé dans le service public d'éducation, le reste est à l'avenant.

Le nouveau décret rythme a assis un peu plus la territorialisation du temps scolaire en effaçant les derniers cadres nationaux. Surfant sur la vague, plusieurs académies en ont profité pour, en cours d'année, modifier le calendrier des vacances de printemps. Cette prérogative existe depuis longtemps : si les rectorats l'utilisent aujourd'hui, c'est bien parce que les digues ont sauté.

La baisse des dotations de l'État aux collectivités, couplée à la suppression de dizaines de milliers de postes dans la Fonction territoriale et de contrats aidés, va, elle aussi, creuser les inégalités entre communes, et donc entre écoles.

La mise en place de nouveaux projets d'école, appuyés sur l'individualisation des collègues (de leurs projets, de leur pédagogie, de leur réussite...), s'accorde avec les entretiens de carrière et la nouvelle évaluation des enseignant-es, largement laissée à l'arbitraire de la hiérarchie. Ce renvoi de chacun-e à sa situation, à sa responsabilité dans la réussite ou l'échec de ses élèves constitue un élément essentiel du management libéral.

Dans cette situation encore dégradée, où chaque école, quand ce n'est pas chaque collègue, affronte des problématiques différentes selon sa commune, son classement ou non en REP, REP+, l'humeur de sa hiérarchie, chaque fois dans un rapport de force étroit et donc défavorable, le mouvement syndical ne peut pas se cantonner aux luttes locales ou corporatistes. C'est à l'offensive libérale dans son ensemble que nous devons répondre, en sortant de cadres sectoriels qui ne sont déjà plus efficaces. Contre les attaques du gouvernement Macron et du MEDEF, qui vont encore s'accélérer dans les prochains mois, la Fonction publique et les salarié-es du privé doivent construire ensemble la résistance.

Thomas AUDIGIER, Ecole élémentaire Jean Jaurès, Le Havre.

# Face au rouleau compresseur Macron, unir nos forces pour élever le ton.

Le gouvernement des riches avance à tombeau ouvert...

Elus face au FN dans la foulée de la défaite sur la loi travail de 2016, conscients de leur impopularité grandissante, Macron, sa chambre et son gouvernement appliquent le programme du MEDEF « en marche » forcée.

Seconde loi travail qui n'exclut de l'arbitraire patronal que le salaire, budget d'austérité pour la Fonction publique avec la programmation de 120 000 suppressions de postes et la suppression de 123 000 contrats aidés, privatisation ou libéralisation de pans entiers des services, exonération des cotisations salariales pour les employeurs et hausses des impôts les plus injustes (CSG)... Avec en perspective les « réformes » de l'UNEDIC, de la formation professionnelle et des retraites avant la fin de l'année scolaire !

A n'en pas douter les ultra-riches sont comblés : les profits des seuls actionnaires du CAC 40 ont atteint le record inégalé de 50 milliards au premier semestre 2017.

Transformer le mécontentement généralisé en résistance organisée...

Les premières manifestations contre la casse du Code du Travail ont mobilisé plusieurs centaines de milliers de salariés du privé les 12 et 21 septembre malgré l'absence d'appel de nombreuses organisations syndicales. Le 10 octobre, la fonction publique a connu une mobilisation importante, particulièrement dans l'Éducation, à l'appel cette fois de l'ensemble des organisations syndicales.

Malgré ces mobilisations, Macron maintient son calendrier. Une journée d'action est d'ores et déjà dans le paysage pour la fin du mois de novembre. Pour l'École émancipée il y a un enjeu particulièrement important à ce que cette mobilisation rassemble le privé et le public dans le cadre intersyndical le plus large possible.

Les routiers, puis les salariés des ports et docks viennent d'obtenir la garantie de la prééminence de leur convention collective de branche sur les accords d'entreprise, démontrant ainsi que l'histoire n'est pas écrite d'avance. Macron cherche l'affrontement, ne le décevons pas !

Vincent ALES, Ecole Paul Eluard 1, Le Havre.

POUR NOUS  
CONTACTER

LE HAVRE

ROUEN

PONT-AUDEMER  
LOUVIERS

veronique.ponvert@orange.fr  
stephanie\_moi1980@yahoo.fr  
annedesj@orange.fr  
pierre.berche@univ-rouen.fr  
pascal.adams@wanadoo.fr  
philippe.thouement@wanadoo.fr

---

## Vers la sélection à l'entrée de l'université ?

---

Après 1968, 1976 et 1986, 2018 sera certainement la prochaine tentative pour introduire la sélection à l'entrée de l'université. En effet, le président Macron et son gouvernement, face à l'augmentation du nombre d'étudiant.e.s, font le choix de ne pas investir dans la formation de la jeunesse mais de restreindre l'accès aux bachelier.ère.s aux formations de leur choix. Prétextant des dysfonctionnements de la procédure « APB » (admission post-bac), qui sont réels mais proviennent surtout du manque de places disponibles dans les universités et les lycées, le gouvernement souhaite mettre en place un « contrat pédagogique de réussite » afin d'orienter les futurs étudiant.e.s en fonction des attendus ou prérequis de chaque filière. Il s'agit donc bel et bien d'une sélection qui concernera d'abord et avant tout les élèves issu.e.s des CSP les moins favorisées puisque dans le même temps, il n'est nullement question de rapprocher les filières les plus coûteuses et élitistes (CPGE, écoles d'ingénieurs et de commerce) de l'université, laquelle souffre de plus en plus du désengagement de l'État (voir <http://piketty.blog.lemonde.fr/2017/10/12/budget-2018-la-jeunesse-sacrifiee/>).

Le Snesup a enfin pris la mesure de l'ampleur des attaques et appelle à la mobilisation pour s'opposer à toute forme de mise en place de la sélection à l'entrée de l'université. L'enjeu sera de parvenir à mobiliser les étudiant.e.s sur une remise en cause historique de leur droit d'accéder à l'enseignement supérieur.

Pierre-Emmanuel BERCHE, SNESUP, Rouen.

---

## Migrants : Macron hypocrite et criminel

---

On aurait pu un temps espérer que la fin de la séquence électorale marque aussi une fin de la surenchère xénophobe et populiste autour de la question des migrants. Il n'en est rien.

Côté cour, Macron en appelle lors d'un conseil des ministres « à la plus grande humanité », côté jardin il affirme face aux préfets « *Nous reconduisons beaucoup trop peu.* » Par cette déclaration, il joue la même carte que ses prédécesseurs afin de détourner une partie de la colère sociale en désignant les immigrés comme responsables des problèmes de la société.

Le harcèlement policier et judiciaire contre celles et ceux qui soutiennent les migrants se poursuit, comme en témoignent – entre autres – la condamnation de Pierre-Alain Mannoni, enseignant-chercheur à Nice, à deux mois de prison avec sursis ou les multiples garde-à-vue de Cédric Herrou, agriculteur dans la vallée de la Roya.

Quant aux migrants eux-mêmes, les évacuations brutales des campements en France se poursuivent pendant que des milliers d'autres au large des côtes libyennes risquent toujours leur vie pour rejoindre l'Europe, poussés sur les routes de l'exil par la pauvreté et la guerre dont les grandes puissances sont les premiers responsables. 5 000 morts pour la seule année 2016, 2 570 morts depuis le début de l'année 2017 (chiffre au 6 octobre selon l'OIM, l'Organisation internationale pour les migrations), l'Europe forteresse continue de tuer.

Pascal ADAMS, Lycée Jacques Prévert, Pont-Audemer.

---

## Budget 2018 : « Riches de tout le pays, réjouissez-vous ! »

---

« *Un budget ambitieux, un budget de transformation, un budget équilibré* ». C'est en ces termes dignes de la « novlangue » de Georges Orwell, que le premier ministre a défendu le projet de budget 2018 le 4 octobre dans *Libération*.

L'ambition avérée est résumée par le titre du rapport de l'ONG Oxfam<sup>1</sup> sur ce projet de budget : arriver à un « *quinquennat des inégalités* ». Ceci passe effectivement par une transformation, celle de la fiscalité au profit des possédants : avec l'impôt sur la fortune supprimé, les 1% les plus riches devraient économiser près de 3,6 milliards d'euros par an. La baisse de l'impôt sur les sociétés (de 33% à 25%) constitue un cadeau de 15 à 17 milliards d'euros de l'État au patronat. D'ici 2022, les mesures en faveur des possédants devraient impacter les finances publiques à hauteur de 24 à 27 milliards d'euros. Dans le même temps, la hausse de la CSG, la baisse annoncée des prestations sociales (notamment les APL), la fin des emplois aidés annoncent une baisse brutale du pouvoir d'achat pour les catégories populaires. Selon l'ONG Oxfam « *en tenant compte des baisses annoncées de prestations sociales, [...] les 10% les plus riches verraient leurs revenus annuels augmenter de 1193 euros contre une baisse de 337 euros pour les 10% les plus pauvres* ». Telle est la conception macronienne d'un « budget équilibré. »

Dans le projet de budget, l'Éducation est au pain sec : les recrutements annuels sont à 11662 au lieu de 15 000, la baisse des postes dans le secondaire (-2800) est actée. Les effectifs par classe vont nécessairement augmenter. Le gouvernement Macron est déterminé et mène une politique de classe, dont nous subirons bientôt les effets dans nos métiers: à la profession d'y répondre par la lutte, avec tous ceux et toutes celles qui subissent ces attaques. Pour une riposte vraiment « équilibrée ».

<sup>1</sup> A consulter sur le site <http://oxfamfrance.org/>